

seurs de revenus inférieurs à 525 marks, comparés au nombre total des contribuables, augmente, de 1876 à 1890, de 39,11 à 40,11, c'est-à-dire de 2,05 0/0; celui des possesseurs de revenus de 525 à 2.000 marks, diminue de 55,57 à 54,05, c'est-à-dire de 2,7 0/0; celui des possesseurs de revenus de 2.000 à 20.000 marks s'accroît de 5,22 à 5,71, c'est-à-dire de 9,3 0/0; et celui des possesseurs de revenus supérieurs à 20.000 marks, augmente de 0,10 à 0,13, c'est-à-dire de 30 0/0, donc, bien plus rapidement que tous les autres (1).

En Angleterre aussi, ce phénomène se présente de la même manière, puisque la classe de ceux qui possèdent un revenu de 2.000 livres sterling (50.000 fr.), augmente en nombre plus rapidement que la classe des sujets à l'*Income-Tax*, c'est-à-dire que l'ensemble des possesseurs de revenus supérieurs à 150 livres sterling (3.750 fr.) On y voit plus particulièrement encore que les possesseurs de revenus supérieurs à 10.000 livres sterling (250.000 fr.) augmentent en nombre avec une rapidité 1 1/2, 2, 3 fois plus grande que pour tous les autres revenus (2).

Des revenus de tous genres — revenus de propriétés, profits d'entreprises, salaires et traitements de travailleurs manuels ou intellectuels — si l'on passe aux patrimoines, on trouve que, pour la Prusse, les travaux préparatoires pour la répartition de l'impôt sur les fortunes, fournissaient, pour l'année 1895, les résultats suivants (Kautsky, 164) :

(1) KAUTSKY, tableau p. 174.

(2) HOBSON, *Problems of poverty*, 23; SOREL, *La loi des revenus*, tableau p. 603.

Fortunes (les meubles exclus) (en marks)	Contribuables		Total des fortunes imposées	
	Nombre absolu	p. 100	Valeur absolue en milliers de marks	p. 100
6 000 à 20 000	563 370	48,89	2 978 304	9,50
20 000 » 32 000	203 834	17,69	2 214 248	7,13
32 000 » 52 000	162 262	14,08	3 286 804	10,59
52 000 » 100 000	122 683	10,65	4 279 289	13,78
100 000 » 200 000	57 179	4,96	3 993 809	12,86
200 000 » 500 000	29 373	2,55	4 500 373	14,50
500 000 » 1 000 000	8 375	0,73	2 279 304	9,60
1 000 000 » 2 000 000	3 429	0,30	2 453 064	7,90
au-dessus de 2 000 000	1 827	0,16	4 360 638	14,05
	1 152 332		30 345 833	

La population totale s'élevait, cette année-là, à 33 millions d'âmes (Bernstein, 84). Nous pouvons supposer qu'une moitié environ de ce chiffre représentait des individus de plus de 20 ans, ou ayant tout au moins dépassé l'âge où l'ouvrier commence à travailler (1). Ainsi donc, sur les 33 millions d'habitants, 16,5 millions étaient adultes; et de ceux-ci, seulement 1.152.332, c'est-à-dire le 7 0/0 (6,98 0/0) était réputé avoir un patrimoine supérieur à

(1) Dans les comtés riches de l'Irlande, en 1831-1842, les enfants au-dessous de 15 ans, sont le 38,8 0/0 de la population; dans les comtés pauvres, le 42 0/0 (Loria, *Analisi*, II, 400). Seulement, pour les hommes, la proportion des individus de 15 à 55 ans au total de la population était, en 1890, respectivement pour le Royaume Uni, la France, l'Allemagne, de 254, 281, 256 pour 1000; celle des hommes de 15 à 55 ans, plus les femmes de 15 à 45 ans, respectivement de 482, 504, 481 pour 1000 (MULBALL, *Dict. of Statistics*, London, 1892, 443). Au Royaume-Uni, en 1881, la population était ainsi composée (*Ibid.*, 183) :

Au-dessous de 20 ans	462
De 20 à 40	292
Au dessus de 40	246
	1000



6.000 marks. Le 8,7 0/0 seulement, de ces propriétaires, c'est-à-dire le  $\frac{8,7}{100} = 0,6\%$  du total de la population adulte, possédait plus de 100.000 marks ; mais le montant total du capital qu'ils possédaient, s'élevait à 60 0/0 (58,91 0/0) du total de ces fortunes supérieures à 6.000 marks. Seulement le 1,19 0/0 de ces propriétaires, c'est-à-dire les 8 dix millièmes ( $\frac{1,19}{100} = \frac{8,33}{10.000}$ ) du total de la population adulte, possédaient plus d'un demi-million de marks ; mais le total de la richesse qu'ils possédaient, s'élevait au tiers (31,53 0/0) du total de ces fortunes supérieures à 6.000 marks.

Au Massachussets, les résultats d'une enquête faite par le Bureau de Statistique du Travail, de cet Etat, sont résumés dans le tableau suivant (1) :

(1) EINAUDI, article cité : *La Distribuzione della ricchezza nel Massachussets*, p. 230. Ce tableau se rapporte uniquement aux successions pour lesquelles l'inventaire a été compilé, et, par suite, il ne comprend pas le total de la richesse laissée par les défunts (p. 224). Mais, comme les successions inventoriées et celles qui ne l'ont pas été ne diffèrent en rien, le pour cent trouvé pour les unes est parfaitement applicable aux autres et à leur ensemble.

N° d'ordre	Catégorie	Pourcentage relatif au nombre total des successions				Pourcentage de la richesse possédée par chaque catégorie			
		1829-31	1839-61	1879-81	1889-91	1829-31	1839-61	1879-81	1889-91
I	Inférieures à 1000 dollars (5000 fr.) . . . . .	51,22	35,33	29,89	27,07	4,16	1,95	1,08	1,16
II	De 1000 dollars à 10 000 (5000-50 000 francs) . . . . .	42,43	52,86	53,93	55,89	34,70	23,40	15,42	18,52
III	De 10 000 dollars à 100 000 (50 000-500 000 fr.) . . . . .	6,05	11,07	14,80	15,37	39,58	37,68	32,88	37,46
IV	Sup. à 100 000 dol. (500 000 fr.) . . . . .	0,80	1,45	1,62	1,46	12,82	27,77	26,46	27,54
	sup. à 2500 000 fr. (2 500 000 francs) . . . . .								
	Total . . . . .	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00



La proportion, pour cent, des successions inventoriées et non inventoriées, y compris les plus infimes et les petits *cottages* d'ouvriers, comparée au nombre total des défunts, était en outre, comme nous l'avons vu, en 1889-91, de 19,31 (Einaudi, 223); c'est-à-dire, au maximum, 30 0/0 du nombre total des morts adultes, si l'on admet, comme nous le verrons bientôt pour l'Angleterre, — pays bien comparable au Massachussets par la race, le climat et les conditions économiques — que 63 0/0 au moins de ces défunts avait dépassé l'âge de 20 ans, ou au moins de beaucoup l'âge où les ouvriers commencent à travailler ( $\frac{19,31}{63} = \frac{30}{100}$ ). La presque totalité de la richesse successorale (98,84 0/0) était possédée par 20 0/0 seulement ( $\frac{72,93}{100} \frac{30}{100} = \frac{21,8}{100}$ ) du nombre total des morts adultes. Seulement 5 0/0 ( $\frac{17,04}{100} \frac{30}{100} = \frac{5,11}{100}$ ) du total des morts adultes, possédaient plus de 10.000 dollars (50.000 fr.); mais la richesse possédée par eux s'élevait aux  $\frac{4}{3}$  (80,32 0/0) de la richesse successorale de tout le pays. Un demi pour cent seulement ( $\frac{1,67}{100} \frac{30}{100} = \frac{0,5}{100}$ ) de tous les morts adultes, possédait plus de 100.000 dollars (500.000 fr.), mais la richesse de ces derniers s'élevait à environ la moitié de toute la richesse successorale sociale (42,86 0/0).

Pour l'ensemble des Etats-Unis, Georges Holmes calcule que 32 0/0 du nombre total des familles possèdent ensemble moins de 5 0/0 de la richesse nationale totale; que 91 0/0 ne possèdent pas plus de 29 0/0; que, par conséquent, dans 9 0/0 du total des familles, se trouve englobé le 71 0/0 de la richesse totale; et que 4,047 millionnaires de dollars, seuls, sur un nombre total de familles de 12.690.152, c'est-à-dire les trois dix-millièmes de la population totale, possèdent le 20 0/0 de la richesse totale. La richesse de ces quatre mille millionnaires égalerait donc en valeur non moins des  $\frac{7}{10}$  de la richesse totale possédée par les 11 millions et demi de familles des classes non riches,

qui constituent le 91 0/0 du total des familles (1). Bien plus, selon Shearman, 182.000 familles riches sur un total de 13.002.000, c'est-à-dire 1,4 0/0, possédaient à elles seules 70 0/0 (69,8 0/0) de toute la richesse des Etats-Unis (43.367 millions de dollars sur 62.082) (2).

L'Angleterre, à son tour, nous donne, pour tout le Royaume-Uni, en 1893-94, les résultats suivants, sur les successions soumises au *Probate Duty*, c'est-à-dire concernant la seule propriété mobilière (*personalty*) (3) :

Valeur des patrimoines	Nombre	Proportion pour 100 du total	Montant net de la propriété sur laquelle le droit a été payé	Proportion pour 100 du total
Ne surpassant pas 1000 liv. st. (y compris la valeur brute des propriétés ne dépassant pas 300 liv. st.)	36,918	70,4	12,488	7,7
de 1000 à 4000 liv. st.	9,623	18,4	20,064	12,3
» 4000 » 10 000 »	3,276	6,2	21,407	13,2
» 10 000 » 50 000 »	2,199	4,2	46,987	28,9
» 50 000 » 100 000 »	275	0,5	19,704	12,1
» 100 000 » 500 000 »	156	0,3	29,550	18,1
» 500 000 » 1 000 000 »	11	0,0	7,000	4,6
au dessus de 1 000 000 »	4	0,0	5,066	3,1
	52,462	100,0	162,866	100,0

Le nombre des morts pour tout le Royaume-Uni, pen-

(1) GEORGES HOLMES, *The Concentration of Wealth*, « Political Science Quarterly », december 1893, p. 593.

(2) SHEARMAN, *The coming billionaire*, *The Forum*, January, 1891, p. 552.

(3) « Statistical Abstract », Forty-Second Number, 39. Dans la page précédente, il est dit que « Property assessed to Probate Duty constitutes the true record of personalty changing hands by death ». Les petites successions\* ne dépassant pas 100 livres sterling, n'ont, cependant, pas l'air d'y être comprises.



dant l'année 1893-1894, avait été de 692.786 (1). Comme pour le Massachussets, nous pouvons admettre que 63 0/0, au moins, de ces défunts avaient dépassé l'âge de 20 ans (2). Donc, sur ces 692.786 défunts, 436.455 étaient adultes, ou, tout au moins, avaient un âge bien supérieur à celui où ils avaient commencé à travailler, si c'étaient des ouvriers. Ainsi donc, de ces 436.455 défunts adultes, 52.462 seulement, c'est-à-dire 12 0/0 possédaient, au moment de leur mort, une fortune supérieure à 100 livres sterling. Et 16.000 seulement, c'est-à-dire 3,66 0/0 possédaient, à leur mort, plus de 1 000 livres sterling; mais ceux-ci possédaient 92,3 0/0 de toute la richesse de succession mobilière du Royaume-Uni, si l'on en soustrait le montant des successions inférieures à 100 livres sterling.

Si nous voulons ensuite calculer la proportion du montant total des dépôts aux Caisses d'épargne et aux Caisses

(1) En effet, on a (*Ibid.*, 237) :

Angleterre.	{ 1893 . . . . . 569.958	} moyenne 1893-94 : 534.236
	{ 1894 . . . . . 498.515	
Ecosse . . . . .	{ 1893 . . . . . 79.641	} « 1893-94 : 75.376
	{ 1894 . . . . . 71.112	
Irlande . . . . .	{ 1893 . . . . . 82.821	} « 1893-94 : 83.174
	{ 1894 . . . . . 83.528	

Total pour le Royaume-Uni : 692.786

(2) En effet, en France, de 1866 à 1872, sur 100 morts, 37,1 sont d'un âge inférieur à 20 ans (*Mulhall*, 175); et le pour cent doit être encore plus bas en Angleterre : car, tandis que dans ce pays, pour les enfants au-dessous de 5 ans, pour ceux de 5 à 10 ans et pour les jeunes gens de 10 à 25 ans, la mortalité a été respectivement 63,6, 6,6 et 3,5 pour 1000 (et dans les Etats-Unis, qui nous intéressent particulièrement à raison du Massachussets que nous venons de considérer, elle était de 58,8, 10,4, 5,4); dans la France elle était bien plus forte : 75,6, 9,2, 8,8 (*Ibid.*, 174). Et cela pendant que la proportion des hommes de 15 à 55 ans, plus les femmes de 15 à 45, au total de la population, est, pour le Royaume-Uni, de bien peu inférieure à celle de la France (482 pour 1000, et 504 pour 1000 : *Ibid.*, 443). Cette différence étant due probablement plutôt à la plus grande proportion, en Angleterre qu'en France, des hommes au-dessus de 55 ans et des femmes au-dessus de 45, qu'à celle des enfants au-dessous de 15 ans.

d'épargne postales, au total de la richesse nationale, nous trouverons les données suivantes, pour tout le Royaume-Uni (*Forty-Second Number*, 204 and 206) :

Montant total des dépôts dans les Banques d'épargne postales ( <i>Post Office Saving Banks</i> ) à la fin de l'année 1894 . . . . .	89.266.066 liv. sterl.
Idem dans les Banques d'épargne ( <i>Saving Banks</i> ) à la fin de 1894 . . . . .	43.474.904 liv. sterl.
Total . . . . .	132.740.970 liv. sterl.

La richesse totale nationale était évaluée par Giffen (*The Growth of Capital*, London, 1899, p. 43) :

en 1875, à 8.548 millions de livres sterling.

en 1885, à 10.037 » »

et si, de 1885 à 1894, cette augmentation a continué dans la même proportion décennale de 17,4 0/0, le montant total de la richesse nationale, en 1894, se sera élevé à 11.601 millions de livres sterling. Donc, les 132,7 millions des Caisses d'Epargne ne représenteraient, par conséquent, de cette richesse nationale, que la centième partie (1,14 0/0); bien que ces dépôts ne soient pas tous d'une valeur fort modeste. Ce qui démontre encore une fois le peu d'importance qu'aurait la soustraction des fractions minimales de la propriété privée, dans le procédé général de nationalisation.

Le tableau ci-dessus se rapporte à la seule richesse mobilière, à l'exclusion de la propriété foncière et de l'immobilière.

On connaît bien, d'ailleurs, les chiffres concernant la propriété foncière :

En 1894, il existait, dans tout le Royaume-Uni, 2.184 individus, les 5,6 cent millièmes de la population totale (1), — et par conséquent, au maximum, les 11 cent millièmes de la population totale adulte, — lesquels ne possédaient

(1) Elle atteignait en effet, en 1894, le chiffre de 38.786.053 (*Statistical Abstract*, Forty-second Number, 236).



pas moins de 2.000 hectares chacun, et qui, tous ensemble, détenaient une superficie de 38.873.522 acres (15.550.208 hectares), c'est-à-dire un peu plus de la moitié de la superficie du Royaume-Uni. Sur ces 2.184 propriétaires, 421, c'est-à-dire 1 cent millième de la population totale, détiennent plus de 9.132.302 hectares, soit environ le tiers de la superficie du Royaume-Uni. Cela fait 21.700 hectares en moyenne, par individu. Le duc de Sutherland possède à lui seul 206.694 acres, c'est-à-dire 482.676 hectares, presque la superficie moyenne d'un département français (1).

Et, en 1883, M. De Foville calculait :

17 fortunes foncières de 225 à 90 millions de francs représentant dans leur ensemble . . .	2 250 millions de fr.	
159 fortunes foncières de 90 à 25 millions de francs représentant dans leur ensemble . . .	7.755	«
263 fortunes foncières de 25 à 12 millions de francs représentant dans leur ensemble . . .	4.208	«
572 fortunes foncières de 12 à 6 1/2 millions de francs représentant dans leur ensemble . . .	4 576	«
1.011	18.189	«

chiffres dans lesquels la propriété urbaine n'est pas comprise (2). Et ces 18 milliards représentaient presque la moitié de la valeur totale de la terre agricole de tout le Royaume-Uni, dont le montant, en 1885, selon M. Giffen, était de 42.275 millions de fr. (1.691 millions de livres sterling) (3).

L'on voit, par les résultats concordants que nous avons obtenus pour l'Allemagne, le Massachussets, l'ensemble des Etats-Unis et l'Angleterre, pris comme exemple, que la plus grande partie de la richesse totale, de 85 à 95 0/0, se trouve concentrée dans un très petit nombre de mains,

(1) P. LEROY-BEAULIEU, *Rep. des Riches.*, 520-521.

(2) DE FOVILLE, *Les Grandes Fortunes en Angleterre*, « Journal de la Société de Statistique de Paris », octobre 1893, p. 372.

(3) *The Growth of Capital*, 43.

10, 5, et moins encore, pour 100. — Les données ultérieures que nous allons examiner non moins rapidement, nous montreront que malgré les oscillations du pour cent de ces grands capitalistes par rapport à la population totale, lequel diminue ou augmente, selon les différentes périodes économiques, — selon, surtout, la fréquence et la gravité des crises industrielles et commerciales, ou la durée des périodes transitoires de prospérité — la proportion du capital par eux possédé, comparé au total, va toujours croissant, ainsi que la portion du produit social total, qui va à la propriété sous forme de rente, intérêt ou profit, par rapport à celle qui va au travail.

Le tableau ci-dessus pour le Massachussets, nous montre, par exemple :

D'abord, que dans la même population propriétaire, le nombre des plus riches augmente plus rapidement que celui des moins riches : Ainsi, tandis que, de 1829-31 à 1889-91, le pour cent des plus riches (plus de 500.000 fr.) est plus que quintuplé (de 0,30 à 1,67), celui des moins riches (50.000 à 500.000 fr.) n'est guère plus que doublé (6,05 à 14,80), celui des propriétaires de fortunes médiocres (5.000 à 50.000 fr.) est augmenté seulement de 42,43 à 53,89, et celui des parias de cette classe propriétaire (moins de 5.000 fr.) est réduit presque de moitié (de 51,22 à 27,7), de manière que cet anneau qui unit la classe prolétaire à la propriétaire, s'affaiblit de plus en plus. Et ces chiffres démontrent clairement que même lorsque la proportion pour cent des propriétaires, relativement aux prolétaires, reste invariable, l'exploitation de ces derniers de la part des premiers, augmente rapidement. Par conséquent, s'accroît continuellement l'avantage, pour les prolétaires, de la réduction en propriété collective de tous ces patrimoines, qui abolirait cette exploitation.

En second lieu, et conséquemment, le même tableau nous prouve que la richesse tend continuellement à se concentrer dans les classes riches ou très riches. En effet, tan-



dis que, dans la première période, la richesse nationale était répartie entre les classes I, II, III, IV, au pour cent respectif de 4,16, 34,70, 39,58 et 21,56; maintenant, au contraire, ces rapports deviennent 1,16, 18,52, 37,46 et 42,86. Et cette centralisation nous porte à conclure que la réduction de ces propriétés privées en propriété collective, de la part du prolétariat, n'en sera que plus facile.

Le phénomène que, dans la même population propriétaire, le nombre des plus riches augmente dans une proportion beaucoup plus rapide que celui des moins riches et que, par conséquent, la quantité totale de capital possédée par ces princes de la finance s'accroît beaucoup plus rapidement que la quantité totale du capital de tout le pays, augmentant ainsi continuellement sa proportion par rapport à ce capital total, se présente non moins ostensiblement pour tous les pays à production capitaliste plus développée. Il suffit de citer encore un seul exemple, celui de l'Angleterre :

Dans ce pays, dans les successions ouvertes pendant la période décennale de 1863-72, les fortunes — les mobilières seulement (*personalty*) — qui dépassaient 250.000 livres sterling (6.250.000 fr.) s'élevaient au nombre de 162; tandis que, pendant la période de 1873-81, elles arrivaient à 208, présentant ainsi une augmentation de plus de 30 0/0. Et les fortunes de 250.000 à 500.000 livres sterling (6.250.000 à 12.500.000 fr.) étaient augmentées de 126 à 170, c'est-à-dire, avec une augmentation de 36 0/0 (1). Mais celles de 500.000 à 1.000.000 de livres sterling (12.500.000 à 25.000.000 de fr.) et celles qui dépassaient le million (25.000.000 de fr.) qui avaient été respectivement 25 et 10 pendant la période décennale 1863-72 (*ibid.*, 63), furent respectivement 96 et 28 pendant la période décennale aussi, 1884-85 à 1893-1894 (2); c'est-à-

(1) WALLACE, *Bad Times*, 63.

(2) « Statistical Abstract », Forty second Number, 39.

dire, qu'elles étaient augmentées bien plus rapidement encore : les premières de 384 0/0 et les secondes de 280 0/0. — Il faut noter ici qu'il s'agit de la seule fortune mobilière (*personalty*) et qu'on n'y a même point calculé les fortunes mobilières de ces patrimoines mixtes (c'est-à-dire en partie mobilières et en partie immobilières), lesquels, bien que surpassant, par leur total, les sommes sus-indiquées, leur restent inférieurs pour la seule portion mobilière.

La somme des moments de ces grands patrimoines supérieurs à 12.500.000 fr. — en prenant pour moyenne des patrimoines supérieurs à 25.000.000 de fr., ce même montant de 25.000.000 de fr. (1) — augmentait donc de :

$$25 \times \frac{12.500.000 + 25.000.000}{2} + 10 \times 25.000.000 = 718.750.000 \text{ fr.},$$

$$\text{à } 96 \times \frac{12.500.000 + 25.000.000}{2} + 28 \times 25.000.000 = 2.500.000.000 \text{ fr.},$$

de 700 à 2.500 millions, c'est-à-dire de 257 0/0, dans un intervalle de 21 ans. Et cela, pendant que le capital total augmentait, en 20 ans, de 1865 à 1885, de 6.443 à 10.037 millions de livres sterling (2), c'est-à-dire de 63,9 0/0, rapidité d'augmentation quatre fois moindre que la précédente.

En outre, à peu près dans la même proportion que cette somme des moments des grands patrimoines, augmentait la somme des moments des revenus de ces mêmes patrimoines; et, pareillement, à peu près dans la même proportion que tout le capital du pays, augmentait le revenu total de ce capital. Mais si, dans la somme des moments de tous les revenus des classes aisées en général, la somme

(1) Quoique par exemple, dans la seule année 1887-88, deux successions aient été supérieures à 75 millions de francs chacune, et une supérieure à 45 millions (P. LEROY-BEAULIEU, *Rép. des Rich.*, 529).

(2) GIFFEN, *The growth of capital*, 43.



partielle des moments des plus forts revenus a crû plus rapidement, cela signifie que le montant de la somme totale des revenus a augmenté plus rapidement que le nombre de ceux qui composent ces classes aisées; et, inversement, s'il est vrai que les dernières couches de la classe des prolétaires n'ont en rien amélioré leur condition, ou même qu'elle s'est aggravée, cela veut dire que le montant de la somme des moments de leurs revenus a crû tout au plus en proportion du nombre de ces mêmes prolétaires. Il s'ensuit que le nombre de prolétaires nécessaire pour opposer un revenu total égal à celui d'un pour cent donné des individus les plus riches a augmenté. Ainsi, nous voyons se confirmer le fait de l'accroissement continu, d'après la deuxième des définitions données ci-dessus, de l'inégalité de la répartition des richesses, sous son aspect quantitatif.

Enfin, nous négligeons de parler des milliardaires américains : des Green, Gould, Vanderbilt, Havemeyer, Rockefeller, Astor, etc., et de leurs fortunes, qu'on évalue, on le sait, au-delà de 500, 800, 1.000, 1.200, 1.500, 1.900 millions de francs, respectivement, parce qu'il nous manque la quantité de chiffres nécessaire pour en tirer des conclusions pratiques.

Tout ce qui a été dit jusqu'ici se rapporte ou à la distribution des patrimoines au sein de la classe capitaliste, ou à la distribution quantitative de tous les revenus de la société, de quelque nature que soient ces revenus, rentes et intérêts de propriétaires, profits d'entrepreneurs, appointements d'employés ou salaires d'ouvriers.

Si nous passons maintenant des revenus quantitatifs aux revenus qualitatifs, nous trouverons que, si les chiffres cités jusqu'à présent nous prouvent que la répartition du revenu social, c'est-à-dire de toute la richesse sociale produite annuellement, tend, selon l'une ou l'autre des deux définitions données ci-dessus, à devenir de plus en plus inégale du côté quantitatif, les chiffres suivants nous con-

vaincront que, du côté qualitatif, elle tend aussi à empirer chaque jour.

Ainsi, d'après les résultats de l'*Income-Tax*, Murray a dressé, dans son étude sur les salaires et les gains des classes ouvrières, le tableau suivant sur l'accroissement de la recette totale annuelle en Angleterre (1).

Désignation	1867		1882	
	Millions liv. sterl.	pour cent du total	Millions liv. sterl.	pour cent du total
Revenus bruts de la classe capitaliste.	423	44	613	47,70
Revenus de la classe moyenne. . . . .	120	12,50	140	10,90
Salaires des ouvriers . . . . .	418	43,50	521	41,40
		100,00		100,00

On y voit que le pour cent du revenu total attribué à la classe moyenne et à la classe ouvrière, — c'est-à-dire au travail intellectuel ou matériel — allait en déclinant, malgré le peu de changement, ou plutôt l'augmentation du nombre de ceux qui composent cette classe, par rapport à la population totale, et que le seul en augmentation était le pour cent extorqué par le capital.

Et Bowley, dans une étude cependant fort optimiste, sur les « changements dans la moyenne de salaires nominaux et réels, dans le Royaume-Uni, de 1860 à 1891 » (2), arrivait aux résultats suivants (tableau à la p. 248) : augmentation du salaire moyen pendant ces 31 ans : 40 0/0 ; augmentation du nombre d'ouvriers : proportionnelle à l'augmentation de la population totale (de 10.800.000 à 13.000.000 les premiers, et de 28,7 à 37,8 millions la seconde) ; et malgré tout cela, il y a diminution de la fraction du revenu national, employée à payer le total annuel des sa-

(1) MASÉ DARI, *L'imposta progressiva*, Torino, Bocca, 595.

(2) *Journal of the Royal Statistical Society*, London, June, 1895.



lares, c'est-à-dire que de 47 on descend à 43 1/2 0/0 de ce revenu national.

Ces chiffres, ceux du premier, aussi bien que ceux du second auteur, doivent encore paraître trop optimistes, ou bien l'aggravation du mal qu'ils nous révèlent doit avoir procédé ensuite avec une rapidité encore plus grande, puisque Hobson nous apprend qu'aujourd'hui le revenu national du Royaume-Uni est réparti comme l'indique le tableau suivant (1) :

Revenu (foncier, urbain, des mines, etc.) .	Liv. sterl.	200.000.000
Intérêt. . . . .	»	250.000.000
Profits. . . . .	»	350.000.000
Salaires . . . . .	»	500.000.000
	Liv. sterl.	1.300.000.000

Tout cela confirme donc le fait :

Que, malgré la réduction du taux de l'intérêt ou du profit, la fraction du revenu social total qui appartient au capital augmente continuellement et rapidement. Cela dépend, comme nous l'avons vu, de ce que le capital technique et le capital improductif peuvent faire monter à un point quelconque la proportion entre le montant du capital total (capital-salaires + capital technique + capital improductif) et le capital-salaires ; et que, par conséquent, la proportion entre le revenu total du capital et le revenu total du travail augmente nécessairement si la proportion du capital total au capital-salaires croît plus rapidement que ne diminue le taux de l'intérêt.

D'autres données confirment ce fait, et ont une valeur démonstrative non moins importante. Telles sont, par exemple, les suivantes, relatives à la France et aux Etats-Unis :

Pour la France, nous avons vu M. Paul Leroy-Beaulieu, tout excessif qu'il est dans son optimisme, soutenir que le gain effectif d'une famille ouvrière y a augmenté

(1) *Problems of Poverty*, 1899, p. 3.

en moyenne, au cours des 50 dernières années, de 50 à 75 0/0 ; de sorte que nous pouvons retenir l'augmentation moyenne de 60 0/0, d'autant plus que c'est là l'augmentation vérifiée par M. Coste, de 1851 à 1890, dans les charbonnages (1), une des industries où, comme il est notoire, l'augmentation des salaires a été le plus considérable. Or, les successions et les donations annuelles ont augmenté en France, dans l'espace de 50 ans, de 1840 à 1891, de 2.216 à 6.800 millions de francs, c'est-à-dire de 209 0/0 (2) ; et, approximativement dans la même proportion, par conséquent, doit être augmenté aussi le montant total des fortunes privées. Même dans l'hypothèse que l'intérêt et le profit du capital auraient diminué en même temps dans leur moyenne générale d'un cinquième (3), la partie du revenu social acquise au capital aurait tout de même augmenté de 167 0/0. Par contre, même en admettant que le nombre des familles ouvrière ait augmenté dans le même temps de 20 0/0 (tandis que la population totale ne croissait que de 11 0/0) (4), la quote-part acquise à la masse des ouvriers aurait augmenté de  $(60 + 60 \times \frac{20}{100})\% = 72\%$ , c'est-à-dire qu'elle aurait tout de même augmenté avec une vitesse inférieure à la moitié de la vitesse d'augmentation de la quote-part acquise au capital.

(1) ADOLPHE COSTE, *Les bénéfices comparés du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis 50 ans*, « Journal de la Société de Statistique de Paris », déc. 1896, p. 449.

(2) PARETO, *Cours d'Econ. Pol.*, « La courbe des revenus », p. 300.

(3) C'est le maximum de réduction qu'on peut admettre, selon Coste, pour ces cinquante ans, de 1840 à 1890, vu que « c'est déjà trop d'admettre que les intérêts hypothécaires soient descendus de 5 à 4 0/0 et les revenus de la rente française de 3,75 à 3 0/0 (*Ibid.*, 431). — Voir, du reste, toute cette étude, dans laquelle l'auteur parvient justement à des résultats tout à fait analogues à ceux du texte.

(4) De 34.230.000 à 38.219.000 de 1841 à 1886 (MULHALL, 445) ; ce qui signifie une augmentation de 11 0/0.